

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES : 20 centimes la ligne. RÉCLAMES : 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, chez les bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, Libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havaux, Lafitte-Bullier, & Co, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 17, 7 21, 8 21, 9 53, 11 26, m., 12 26, 1 56, 3 42, 5 11, 6 13, 7 38, 9 36, 11 15, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 18, 8 48, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 38, 4 48, 5 48, 8 13, 10 22, 11 15, s. Lille à Roubaix, 5 20, 7 00, 8 30, 9 55, 11 05, 12 57, 2 20, 4 30, 5 30, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 7 12, 8 12, 9 46, 11 12, 12 17, 1 47, 3 33, 6 03, 7 28, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 7 00, 8 00, 9 36, 11 05, 12 05, 3 21, 4 50, 5 53, 7 10, 9 10.

ROUBAIX, 22 NOVEMBRE 1872

BOURSE DE PARIS

DU 21 NOVEMBRE

3 0/0 53 7/8
4 1/2 76 7/8
Emprunt 1872 85 90

DU 22 NOVEMBRE

3 0/0 52 85
4 1/2 75 50
Emprunt 1872 85 85

LA CRISE.

La situation n'a point changé, la crise n'est point finie; loin de là. Elle a pris un caractère sérieux et calme dont il faut nous féliciter. Nous pouvons enfin espérer que le conflit maintenant engagé entre l'Assemblée nationale et M. Thiers ne se résoudra pas par une nouvelle équivoque et par un désastreux replâtrage.

Les fautes si graves commises par M. Thiers dans la séance de lundi, ses violences aussi peu dignes de lui qu'injurieuses pour la majorité, mais surtout l'impardonnable légèreté avec laquelle il vient de jeter une nouvelle fois son pays dans ces cris redoutables, ont fait une profonde impression sur l'Assemblée nationale, et même sur une partie notable du public. Malgré les préjugés entretenus par la presse servile, l'opinion publique sérieuse est forcée de s'en prendre au véritable auteur de tout ce trouble.

La majorité se trouve placée sur un terrain excellent. Elle le doit, pour une bonne part, aux fautes de M. Thiers, en s'y maintenant avec énergie, elle restera maîtresse dans la lutte et pourra résoudre, très-heureusement pour la France, le conflit soulevé par M. Thiers.

Que demande la droite? Le maintien du pacte de Bordeaux, juré par M. Thiers. Elle est en état, sur ce point, d'imposer sa volonté; mais ce n'est pas tout. Que la majorité a consenti, par ce pacte, à faire abnégation, momentanément, de ses convictions politiques particulières, c'était avec la promesse, sous la condition que l'Assemblée et le gouvernement s'occuperaient de la réorganisation de la France, de sa restauration morale autant que matérielle. Cette grande œuvre, en effet, doit précéder toute construction politique, car le sol de la France a été si profondément miné et bouleversé, tant de ruines le couvrent, qu'avant de songer à élever les parties supérieures de l'édifice politique, il faut lui assurer des conditions de solidité et de durée, lui préparer une base large et profonde; or, pour cette grande œuvre, il faut à l'Assemblée nationale une sécurité entière, il faut que désormais entre elle et le pouvoir exécutif il n'y ait plus de ces tiraillements qui font l'impuissance et le trouble. L'Assemblée est saisie. Elle nous fera

bientôt connaître la solution qu'elle propose au gouvernement; mais déjà, il est permis de dire que la majorité peut exiger aujourd'hui deux sortes de garanties qui semblent indispensables pour donner cette sécurité: les garanties conservatrices, et les garanties parlementaires.

Il faut que le gouvernement quitte sans retour les rangs malsains de la minorité; il faut qu'il rompe sans équivoque possible; par exemple: Ministère pris exclusivement dans la majorité, et la répudiation absolue des hommes de septembre. Ce sont là les garanties sociales et conservatrices.

Quant aux garanties parlementaires, il est manifeste que l'Assemblée ne peut plus permettre que M. Thiers vienne siéger au milieu d'elle: Elles ne peut plus lui laisser continuer le funeste travail de division et de dissolution qu'avec un art consommé et une expérience redoutable, il a si cruellement avancé. Il faut donc que M. Thiers laisse à un ministère responsable le soin de discuter les lois avec l'Assemblée, et que désormais il se renferme dans son rôle de pouvoir exécutif, très grand, très lourd, et très beau.

Les affaires du pays se trouveront bien, croyons-le, que M. Thiers n'ait plus à perdre de longues heures à tendre des pièges parlementaires aux contradicteurs de sa politique.

M. Thiers ne refusera pas ces deux sortes de garanties, si la majorité sait rester unie et ferme. M. Thiers sait plier à propos; s'il refusait, où serait son excuse en face de demandes si justes?

L'union de toute la droite est une condition assurée du succès, et l'on pourrait se féliciter, nous le répétons, d'une crise qui aurait un si heureux dénouement pour la France. Mais cette union si désirable ne peut être obtenue que si on unit étroitement les deux termes de la question: garanties conservatrices et parlementaires. Si l'un est sacrifié à l'autre, si on les sépare, tout est perdu! Qu'on le comprenne bien, ce programme, en deux mots, n'est pas une Constitution, ni un idéal; il est dicté par les faits et par la situation; il est capable de nous tirer du mauvais pas où nous sommes; il peut résoudre heureusement les questions pendantes; c'est tout son mérite! Il a cependant encore un avantage précieux: c'est qu'il est l'expression même de l'union si désirable de toutes les fractions de la majorité. Les uns sont plus parlementaires que conservateurs; les autres plus conservateurs que parlementaires, qu'importe! — tous doivent être satisfaits et pouvoir travailler ensemble côte à côte au salut du pays. Il faut que l'Assemblée nationale achève de délivrer le sol français de la présence de l'étranger; que par une politique sage, ferme et chrétienne, elle arrête les progrès du radicalisme; qu'elle lui enlève par des réformes hardies et justes les dupes ignorantes qu'il a séduites; il faut enfin qu'elle sache, si besoin est, contraindre à l'impuissance et au silence, les faiseurs de révolutions et les empoisonneurs publics.

Chronique politique

Un journal Allemand, vendu à M. de Bismarck, la Gazette de Cologne, a raconté que deux escadrons du 4^e hussards étaient arrivés à Troyes, venant de Montauban, dans l'état le plus déplorable; colonne en désordre, chevaux ébranlés, démontés, etc. De plus, à l'arrivée, ils n'avaient pas trouvé les choses nécessaires, et on leur avait remis des billets de logement portant des indications insuffisantes, ce qui les avait obligés à vaguer par les rues à la recherche de leurs logements. Quant aux officiers, ils ne s'étaient pas occupés de leurs soldats, et s'étaient empressés, à peine arrivés, de se rendre au café. Immédiatement, avec un ardeur un peu suspecte, toutes les feuilles avancées se sont emparées de ce fait pour accuser l'administration de la guerre; mais les journaux de Troyes ont opposé aux assertions de la feuille Bismarckienne les démentis les plus nets. Les 2 escadrons du 4^e hussards étaient dans l'état où doit se trouver un régiment de cavalerie qui vient de faire une étape, et loin d'être déplorable, l'aspect et la tenue de ces escadrons étaient très-satisfaisants; un certain nombre d'hommes étaient à pied, parce que, dans les escadrons sur le pied de paix, il y a toujours une proportion variable d'hommes non montés; les billets de logement portaient les indications nécessaires, et deux cavaliers seulement avaient été obligés de faire changer leurs billets, le premier, parce que la personne qui devait le recevoir était absente, le second parce qu'il était malade. Ce qui, du reste, montrait combien la feuille allemande était bien informée, c'est qu'elle faisait venir de Montauban, des escadrons qui venaient de St-Germain-en-Laye; elle prenait seulement le nom d'un homme pour le Pirée. Elle avait transformé le colonel Cousin-Montauban, fils du comte de Palikao, et commandant du 4^e hussards, en chef-lieu de Tarn-et-Garonne.

Les troupes françaises ont été accueillies avec enthousiasme à Reims et dans toutes les localités évacuées par les Prussiens. Le 26^e bataillon de chasseurs est arrivé hier à Epernay.

A cette heure, il n'y a plus un seul soldat allemand logé chez l'habitant dans les départements encore occupés.

Programme du centre gauche.

Voici le projet de réformes constitutionnelles qui a été présenté hier à midi par MM. Laboulaye, Casimir Périer et Picard, à la réunion du centre gauche: Les soussignés, considérant que la

situation actuelle ne peut pas se prolonger, que la France a besoin d'un gouvernement régulier qui lui assurera un lendemain, qu'il est donc nécessaire de donner à la République, gouvernement légal du pays, les institutions qui dans tous les Etats libres règlent l'action, la transmission et l'attribution des pouvoirs publics, propose à l'Assemblée nationale de nommer une commission de trente membres chargés de présenter un ensemble de lois organiques, en faisant porter son examen sur les bases suivantes:

- Prorogation de quatre ans; Vice-présidence intermédiaire; Renouveau partiel; Deux Chambres; Responsabilité ministérielle; Règlement des pouvoirs entre eux.
- Ce projet a aussitôt réuni soixante signatures; mais il est entendu qu'il servira simplement de base à l'ensemble des délibérations subséquentes de la réunion et qu'il n'engage pas les signataires sur les points spéciaux qui pourront être soumis plus tard à l'Assemblée.

MM. Casimir Périer, Laboulaye et Picard sont allés chez M. Thiers pour lui soumettre le programme du centre gauche.

L'autre jour, M. Thiers, dans une harangue dont il tiendra mal les promesses se permit, en artiste indiscret, un instant de sublime contre nature: *Qu'il se lève, celui dont j'ai sollicité la voix!* C'était contre nature, parce que M. Thiers n'a rien du Cid, parce qu'il est de nature grand solliciteur de voix, et n'a fait de sa vie autre chose que solliciter des voix. A son apostrophe, un député s'est levé, sans dire mot. Rien de plus n'était nécessaire. L'aigle de tribune, qui surfaissait trop son envergure morale et oratoire, a senti qu'il avait du plomb dans l'aile et n'a pas insisté.

Ce député, si prompt à bien répondre, était M. de Langeron. Se jugeant lui-même avec le bon sens spirituel et vigoureux qu'il applique aux autres, et ne se sentant point né pour faire de grands discours ni de grands gestes, il se priva de ce lustre; mais il n'en connaît pas moins l'art de couper le grand geste et de jeter par terre le grand discours. Quelques mots lui suffirent. Il a l'épingle qui dégonfle la harangue et perce au flanc le harangueur cuirassé. Son suffrage est de ceux qu'il faut vraiment conquérir. L. VEUILLOT.

LETTRÉ DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 21 novembre.

La commission Kerdrel fait son chemin. Hier, les membres de cette commission qui appartiennent à la gauche ont formulé des conclusions semblables à celles des membres de la droite, bien que pour des motifs opposés.

Ils ont prétendu qu'il fallait que la réponse au Message consacrait en quel-

que sorte la proclamation de la République ébauchée par le discours présidentiel. La conséquence de cette unanimité d'opinion est que la commission aura bientôt terminé ses travaux. On pourra donc passer à l'élection de la commission qui serait chargée de rédiger la réponse. C'est sur ce point que s'engagera ce débat sérieux, par les mêmes causes qui ont simplifié le travail de la commission actuelle. Car, si tous les partis sont d'accord pour rédiger une réponse, c'est qu'ils attachent de l'importance à ce document. Et comme leurs conclusions sont opposées, il est probable que chacun d'entre eux tiendra obstinément à son opinion.

En attendant, on attache peu d'importance aux diverses opérations de la commission actuelle, si ce n'est comme symptôme de l'état des partis. Cet état paraît du reste favorable à la droite, à en juger par les choix de la commission, qui a élu pour président M. d'Audiffret-Pasquier, et pour secrétaire M. Raoul-Duval, tous deux de la droite.

Au reste, il se pourrait que la réponse au Message n'arrivât pas à temps pour servir de champ de bataille à la lutte constitutionnelle. M. Thiers, désespérant de ramener le centre droit et pressé de prendre sa revanche, fait à la gauche toute entière des avances sérieuses. Hier soir, le chef du pouvoir a eu une longue conférence avec une commission de cinq membres de la gauche parmi lesquels on cite MM. Magnin, Picard et Jules Favre. Cette commission s'est mise en permanence pour discuter avec M. Thiers le texte des propositions constitutionnelles. Ces propositions ont été, dit-on, soumises aujourd'hui au conseil de cabinet, qui s'est prolongé fort tard. On ajoute que l'accord était fait entre les prétentions du centre gauche et celles de la gauche modérée. Il ne manquait que l'adhésion de l'extrême gauche. A la dernière heure, on disait même que ce parti politique avait noué avec le pouvoir de sérieuses négociations. On sait que l'extrême gauche a pour mot d'ordre la dissolution de l'Assemblée. M. Thiers aurait représenté qu'un renouvellement partiel de la Chambre pourrait aboutir au même résultat, si ce renouvellement se faisait dans des proportions importantes. En supposant, en ce moment, l'introduction d'un tiers de nouveaux députés, tout porte à penser que ce tiers renforcerait la gauche et même l'extrême gauche. dans ce cas, se trouvant en majorité dans la Chambre, elles pourraient, à leur gré, ou prononcer la dissolution ou adopter les institutions républicaines les plus démocratiques.

Ce raisonnement aurait produit une vive impression sur le parti radical qui ajournerait sa campagne de dissolution et serait prêt à négocier sur la base du

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 23 NOVEMBRE 1872

— 51 —

LE GOUFFRE

PAR ÉLIE BERTHET

DEUXIÈME PARTIE

XIV.

Le pouvoir d'une femme.

(Suite)

— Cécile, chère Cécile! s'écriait-il, vous êtes un ange... et la vie va devenir pour moi un long enchaînement de félicités.

Cécile se dégagea rouge et confuse, et ils continuèrent leur promenade en se parlant tout bas. Que se disaient-ils? On le devine sans peine; et si leurs yeux étaient humides de larmes, c'étaient des larmes de bonheur.

La nuit tombait; les nouveaux fiancés semblaient s'oublier dans leur amoureux bavardage, quand Jeanne fit remarquer à sa maîtresse qu'il était temps

de rentrer à la maison. On regagna donc le grand Chemin de la Cristallière; mais Philippe de Montcel ne pouvait se décider à s'éloigner et le murmure des voix se prolongeait comme un gazouillement d'oiseaux sur la feuillée.

Bientôt on rencontra un couple de promeneurs qui s'avançaient sans contrainte. Ce couple se composait d'un homme, ayant l'apparence d'un ouvrier endimanché, et d'une jeune fille modestement mais proprement vêtue. Eux aussi causaient bas et semblaient fort occupés de leurs petites affaires, quand ils se trouvèrent tout à coup face à face avec Cécile et Philippe de Montcel. Quoique le jour devint de plus en plus sombre, il ne fut pas difficile de reconnaître Schmidt et Marceline.

Schmidt baissa les yeux, d'un air embarrassé, et semblait vouloir passer outre. Ce n'était pas le compte de Marceline, qui, avec une autorité dont on l'aurait crue incapable, s'arrêta et obligea son compagnon de s'arrêter. Adressant à Philippe et à Cécile sa plus belle révérence, elle dit gaiement:

— Je suis bien heureuse de vous rencontrer, madame... et vous aussi, mon bon monsieur de Montcel, pour vous annoncer quelque chose que l'on ne sait pas encore à Saint-Jean: Schmidt et moi, nous allons nous marier. Le malheur est que Schmidt veut que nous quittions le pays pour aller, soit à Grenoble, soit même à Lyon; mais je ne le contrarierai pas.

Ceci était débité avec une candeur naïve qui appela un sourire sur les lèvres de M^{me} Morandier.

— Allons! dit Philippe d'un ton jovial, le mariage devient contagieux dans le pays!... Je vous félicite sincèrement, ma gentille Marceline... Mais pourquoi diable Schmidt veut-il quitter l'usine Frémont?

— Ah! monsieur, répliqua l'ouvrière, vous savez combien « les autres » lui ont fait d'avances... et puis vous-même. Il est pourtant bien fâché de ce qui est arrivé... n'est-il pas vrai, Schmidt?

Le mécanicien était resté jusque-là morne et taciturne. Cette interpellation directe sembla le tirer de sa torpeur.

— Marceline a raison, monsieur de Montcel, dit-il avec effort; je regrette cruellement ce qui s'est passé et je déplore qu'un amour-propre stupide m'ait fait commettre tant de sottises... Que voulez-vous; quand on est un ignorant, on se monte facilement la tête pour une impossibilité. J'ai eu de grands torts envers vous, monsieur de Montcel, et je vous en demande pardon...

Je n'aurais pas dû oublier combien vous avez été bon dans une circonstance où vous pouviez me déshonorer; me perdre sans ressource. Oui, je me suis montré bien ingrat envers vous, et vous seriez en droit de me faire tout le mal possible; mais « les autres », monsieur de Montcel, « les autres » à qui je m'étais dévoué corps et âme, et qui m'ont insulté, poursuivi, qui ont failli me lapider!...

La voix lui manqua.

— Allons! mon pauvre Schmidt, ne vous désolés pas, répliqua Philippe doucement; vous commencez à le comprendre, les problèmes d'économie sociale qui, à bon droit, préoccupent les ouvriers, ne sont pas aussi simples que l'on s'imagine, et pour les aborder il faut avoir fait de longues et sérieuses études. Cependant, je n'ai jamais douté de l'honnêteté de vos intentions, et vos camarades finiront par n'en pas douter non plus... Alors pourquoi quitter un pays où, grâce à votre travail et à votre habileté, vous vous créez un avenir paisible pour votre famille et pour vous? On saura bientôt, Schmidt, que moi aussi, je vais me marier; en attendant, vous aurez peut-être entendu dire déjà que je me dispose à prendre, avec votre ancien ami, M. Anselme Bertin, la suite des affaires de Frémont, et que nous allons nous louer l'un et l'autre à la tête de la manufacture?

— Est-il possible, monsieur? demanda Schmidt avec un accent de joie; on en parle, il est vrai, mais je ne pouvais croire...

— Le fait est exact, Schmidt, et je vous l'affirme, l'abienveillant d'Anselme et la mienne ne se démentiront plus à votre égard. Ne renoncez donc pas aux avantages que vous trouvez ici; ne vous exposez pas, avec votre jeune femme, aux hasards d'une existence nouvelle...

— Voilà ce que je me tue à lui répéter, dit Marceline.

— Je sais bien, reprit le mécanicien avec abattement, que je peux compter sur votre indulgence et sur celle de Bertin; mais eux, qui me reprochent d'avoir voulu détruire des institutions si utiles, eux, qui me traitent comme un véritable fou...

— Allons! allons! tous ceux à qui l'on donne cette épithète, dit Philippe en souriant, ne la méritent pas autant qu'on le croit... Mais écoutez encore, Schmidt: votre projet d'association entre les ouvriers pour l'exploitation d'une grande manufacture me semble irréalisable dans l'état actuel de l'industrie et, disons-le aussi, avec le caractère et les traditions des ouvriers en ce moment. Toutefois, Bertin et moi, nous avons résolu d'appliquer votre système dans ce qu'il avait de possible, et voici ce que portera notre nouvel acte de société: chaque année, à la suite d'un inventaire général de la manufacture, une certaine somme, prélevée sur les bénéfices, s'il y a des bénéfices, sera répartie entre tous les ouvriers qui auront contribué au succès. Les ouvriers deviendront ainsi pour nous de véritables associés, et seront récompensés selon les services rendus. Si, comme je l'espère, la prospérité présente de l'usine Frémont ne diminue pas, chacun de vous pourra ainsi en avoir sa part. Ce serait donc à tort, Schmidt, que vous, ouvrier habile et expérimenté, vous renoncerez d'avance au bénéfice de cette combinaison.

La suite au prochain numéro.